23 octobre 2020

**Lab’Hautil**

**Jouy le Moutier**

Vous savez peut-être quand est arrivé le premier habitant nouveau de Jouy le Moutier, sur les versants de l’Hautil ? Le 23 décembre 1979, Il y a une quarantaine d’années.

Nous sommes dans les années 70, l’espèce humaine était alors à l’équilibre avec la terre.

Le village comptait alors 1023 habitants ; aujourd’hui nous sommes 16 000 et le plateau compte 10 fois plus d’habitants que le village. Cergy-Pontoise dont nous faisons partie, compte 200 000 habitants là où il y en avait 40 000. Cela s’appelle un établissement humain nouveau, gagné sur un établissement humain précédent, gagné sur les terres cultivables, gagné sur l’équilibre écologique local et national.

En France, nous ne sommes pas les seuls à habiter une ville construite ainsi sur des terres agricoles : depuis les années 70, la population urbaine est passée de 50% à 80% de la population française. Résultat, tous les 10 ans, l’équivalent de la surface d’un département est enlevé aux terres cultivables pour faire ville et transport, artificialisé comme dit le ministère.

**1- Le passé éclaire l’avenir.**

Cet établissement humain nouveau, Cergy-Pontoise, a une particularité qu’il partage avec quelques autres : il est le résultat de la volonté de l’État de l’époque d’organiser le développement de la région Île-de-France avec cinq villes nouvelles, un réseau de RER et un aéroport international Roissy-Charles-de-Gaulle. Ici, à Cergy-Pontoise, nous sommes aujourd’hui 200 000 habitants, comptons 100 000 emplois, 30 000 étudiants, dans une agglomération qui fait centre pour 1 million d’habitants. Un centre administratif avec la préfecture et le conseil départemental, un lieu d’enseignement supérieur avec l’université de Cergy-Pontoise, l’ESSEC de renom international et quelques autres écoles d’ingénieur, un centre commercial régional, une base de loisir régionale où viennent jusqu’à 40 000 personnes les jours de pointe d’été, des théâtres, un conservatoire, un réseau de médiathèque. Ce centre est à l’équilibre habitat-emploi.

Notre maire est maintenant le vice président aménagement durable de cette agglomération.

Je vous dis ça parce que cet établissement humain a été entièrement bâti à coup d’énergies fossiles et de minerais comme toutes les villes qui ont grandi depuis l’invention du béton au début du XXe siècle.

Nous avons beaucoup gagné à cette utilisation massive des énergies fossiles et des minerais, en ville comme à la campagne : leur utilisation épargne des efforts physique (voiture, camion, train, bateau, ascenseur, escalator), fournit du confort (logement, éclairage, chauffage, eau chaude), épargne de la pénibilité au travail (grues, pelleteuses, tracteurs, machines outil, désherbants) ou procure du plaisir dans la vie (télévision, cinéma, musique, internet, week-end low-cost, vacances dans les pays chauds); quant à la viande, elle est un signe de richesse, une habitude alimentaire, une culture culinaire.

En France, la production nationale est aujourd’hui 7 fois supérieure à celle de 1930, en une vie d’homme seulement ; après une guerre mondiale et 20 ans de guerres de décolonisation, un ouvrier y gagne aujourd’hui autant qu’un cadre supérieur de l’époque, bénéficie de la sécurité sociale, des congés payés et de la retraite, passe 10% de son temps de vie au travail pour 40% à l’époque tandis que l’espérance de vie est passée de 55 à plus de 80 ans.

Résultat, nous émettons en France12 tonnes de gaz à effet de serre par habitant et par an. 6 fois trop pour être à l’équilibre avec la terre.

Tournons nous vers l’avenir. Pensez vous que dans la prochaine vie d’homme nous allons multiplier par 7 la production nationale avec des énergies fossiles, des minerais ? Non évidemment. Les chinois l’ont bien compris : la terre n’est pas suffisamment grande pour permettre à ses sept milliards et demi d’habitants, bientôt dix, d’avoir le niveau de vie d’un Américain ; je devrais dire le niveau de gaspillage des ressources fossiles et naturelles d’un Américain. Les autres pays développés ne sont pas en reste sur ce point.

**2- De quoi est fait notre présent, celui qui prépare l’avenir ?**

De l’invention de la parole à aujourd’hui, nous nous sommes rassemblés dans des villages, des villes de plus en plus concentrés jusqu’à devenir l’espèce dominante, jusqu’à oublier que notre nourriture ne pousse pas dans les supermarchés, jusqu’à épuiser les ressources fossiles et naturelles de la terre, jusqu’à oublier notre bien commun : biodiversité, air, eau, climat… un bien commun qui permet tout le reste ; nous l’avons oublié jusqu’à émettre ce déchet plus dangereux que tous les autres, invisible, les gaz à effet de serre.

Le résultat est là : la menace climatique a tellement grandie que les scientifiques du climat nous disent que notre pronostic vital est engagé. Comme un docteur qui vous prend au SAMU.

Et nous affrontons en même temps que le reste du monde une crise sanitaire, économique, financière et écologique. Voilà notre présent.

Alors t’en fais pas, je vais gérer ?

Qui peut penser garder son niveau de vie, sa retraite, boucler ses fins de mois, dans une France dévastée par le changement climatique ? Comment les 1% les plus riches, celles et ceux qui détiennent les énergies fossiles et ce qu’elles permettent, comment les 1% ces plus riches, peuvent-ils se comporter comme si eux et leurs enfants allaient être épargnés par le changement climatique, les pénuries, les guerres et les épidémies qu’il génère ?

La peur n’évitant pas le danger, mieux vaut regarder la réalité en face : que voit-on ? 25 COP internationales et plusieurs politiques nationales depuis 2005. Elles ont fait la démonstration de leur nécessité mais aussi de leurs limites, sans actions locales, efficaces, massives. Il y a un trou dans la raquette. Que nous agrandissons chaque jour toujours plus.

Pourquoi ? Le monde n’est jamais simple. Tout blanc, tout noir, cela n’existe pas.

La crise est bien planétaire et pour cause : Une tonne de CO2 émise à Pékin, New York ou Paris est uniformément répartie dans l’atmosphère tout autour de la terre et y reste un siècle et plus. Conséquence : les émissions de CO2 de 2020 continueront à changer le climat dans le siècle qui vient. Ce que nous avons vu ces derniers étés n’est que le début des sécheresses, incendies, inondations, ouragans et autres « épisodes climatiques extrêmes », comme disent les scientifiques du climat, le GIEC. Voilà l’avenir gagé par notre présent.

Mais ce trou dans la raquette des politiques nationales et internationales s’agrandit d’autant plus que nous nous obstinons à comparer les émissions de pays à pays. Couramment nous comparons les émissions de la France à celle de la Chine, parfois au monde entier, pour en conclure que seule une action internationale peut répondre à cette crise climatique planétaire. Confortable mais suicidaire.

La réalité est toute autre : En une vie d’homme, la population mondiale est passée de 2,5 à 7,5 milliards d’habitants ; en trois fois moins de temps, la classe moyenne et supérieure mondiale est passée de 500 millions à 2 milliards de personnes. Cette multiplication par 12 en 30 ans n’est pas un détail : ce quart de l’humanité émet 80% des gaz à effet de serre, à coup d’utilisation massive d’énergies fossiles,- charbon, pétrole et gaz-, et à coup de déforestation,-pour faire pousser de quoi nourrir le bétail-.

La comparaison par pays n’a pas de sens. La classe moyenne et supérieure mondiale, nous parmi d’autres, tient son sort entre ses mains et avec elle celui des plus pauvres et des plus miséreux : 5 milliards d’autres êtres humains.

Qui compose cette classe moyenne et supérieure mondiale ? Selon l’ONU ou les études de marché des multinationales, celles et ceux qui gagnent plus de 4 à 8 euros par personne et par jour. En France, quasi tout le monde comme à peu près dans tous les pays développés ; ailleurs une partie plus ou moins large de la population.

**3- Alors qui doit agir ?** Les gouvernements américains, chinois, européens, français, nos gouvernants de la région à la commune ? Mais surtout pas nous qui composons cette classe moyenne et supérieure mondiale ?

Qu’on le veuille ou non, nos décisions individuelles s’ajoutent, la somme de nos décisions a des conséquences. Là est le trou dans la raquette : nous prenons nos décisions là où nous vivons, localement ; ce sont elles qui ont pour conséquence nos émissions de gaz à effet de serre. **Ecarter la menace climatique est de la responsabilité de la classe moyenne et supérieure mondiale, là où elle vit, c’est à dire là où elle peut en décider, élus locaux et entrepreneurs inclus, de la maison à la région.**

Force est de constater que nous faisons système avec la terre et la biomasse, y compris les virus. Nous sommes de la biomasse. Notre métabolisme, celui de notre corps et celui de nos territoires sont attachés à celui de la terre et de la biomasse. Ce constat n’est pas une généralité.

Territoire par territoire, ce métabolisme est on ne peut plus concret ; loin d’être une image médicale le métabolisme territorial est matérialisé par les productions et les consommations locales, les flux de personnes, de marchandises, de connaissances et d’argent qui entrent et sortent de ce territoire ; ceux-là même qui produisent les gaz à effet de serre.

A chacun sa part de responsabilité, à chacun sa part de réduction, là où il vit, sans se réfugier dans les « tant que les…» de décisions internationales, nationales, empêtrées dans les intérêts nationaux et les lobbies ; dans le temps qui reste, chacun doit faire sa part, celle du canadair plutôt que celle du colibri.

Ce n’est pas une formule : selon nos scientifiques du climat, traduits en termes locaux, il ne reste que 2 mandats municipaux avant le déclenchement des 2°C de réchauffement, au début des années 2030 donc. L’incendie gagne. C’est à cette échéance qu’il nous faut réduire de 80% nos émissions.

**Nous sommes le problème, nous sommes donc la solution** ; à condition de regarder la réalité en face et d’agir. Pour notre avenir.

**4- Quelle solution ?**

La solution est sous nos yeux, sans revenir à la bougie : réduire nos émissions de CO2e à coup de projets locaux efficaces fait gagner du pouvoir d'achat et du bien être dés les premières actions, redirige la finance sur l’économie réelle, développe l'emploi local et une autonomie relative, fait monter en compétences les acteurs locaux, diminue la pauvreté, protège la biodiversité, invente une nouvelle forme de démocratie dans l'action.

Cette solution est à portée de main. Avec une gradation dans l’ampleur de la part que chacun peut apporter, seul et ensemble. Car plus on gagne d’argent, plus on émet de CO2. Ce qui est décisif pour éteindre l’incendie parce que du même coup, l’inverse est aussi vrai **: plus on économise de CO2 plus on économise d’argent, plus on peut investir dans le renouvelable, pour vivre mieux. Ce qui est bien le but, vivre mieux, durablement ?**

Nous tenons là un moyen de réduire nos émissions, dans le plaisir de vivre, pour peu que l’on accepte de revisiter ce qui fait le plaisir de vivre, nos modes de vie comme ils ont été embarqués, à coup d’énergies fossiles et de déforestation.

Chaque personne et la dizaine de décisions qu’elle prend chaque jour, chaque kg de marchandises produit, transporté, consommé, chaque grain de connaissance, masqué (comme le PIB), barré par des brevets, ou en libre disposition, chaque euro dépensé ici plutôt que là, composent notre métabolisme territorial.

Chaque décision publique, privée, d’investissement ou de fonctionnement, ici plutôt que là, structure nos territoires, en barre l’avenir ou ouvre des possibilités, change notre métabolisme territorial.

Comment changer ce métabolisme ?

Avec des petits projets car il est trop tard pour les grands projets, trop longs à mettre en œuvre dans le temps qui reste ; nous avons besoin de ***penser local pour agir global*,** d’inventer et reproduire méthodiquement des petits projets efficaces, massivement. Dans 4 champs d’action de réduction mesurablesqui font le quotidien de nos décisions **nourriture, déplacements, bâtiments, énergies renouvelables** et 2 champs d’action transverses qui conditionnent notre avenir **biodiversité et éducation populaire-formation.**

Faut-il inventer ces projets ? Non. De nombreux projets ont été menés à bien sur le territoire national (et ailleurs). 20 ans d’actions locales de plusieurs milliers d’acteurs locaux en donnent un aperçu : analyses, outils, actions, projets, démonstrateurs, ils sont présentés sur le site [www.agirlocal.org](http://www.agirlocal.org).

Mais nous ignorons ce qu’ont fait les uns et les autres. Les identifier, mesurer leur efficacité locale et nationale, les mettre en vitrine pour que chacun les adapte et les reproduise sur son territoire, voilà ce que nous avons à faire ; en inventer d’autres quand c’est nécessaire ; et les mettre en œuvre. Méthodiquement, progressivement, massivement.

Nous n’écarterons pas la menace climatique dans les 10 ans qui restent sans actions locales efficaces, massives, réparties sur tous les territoires urbains et ruraux, articulées avec les décisions nationales.

Ecarter progressivement, méthodiquement, massivement, la menace climatique, demande une première décision : déclarer en conseil municipal l’urgence climatique et le faire savoir ; pas pour faire joli, pour que l’on puisse se reconnaître de territoire à territoire, avec les engagements qui vont avec ; c’est à dire pour échanger nos projets et les mettre en oeuvre là où nous vivons, là où nous pouvons en décider.

**Une cinquantaine de projets locaux, massivement reproductibles, dans 6 champs à portée de décision locale,-nourriture, déplacements, bâtiments, énergies renouvelables, biodiversité, éducation populaire-formation-, peuvent réduire de 80% nos émissions de CO2e**.

Copenhague, partie en précurseur en 2009, est en passe de réussir zéro émissions carbone en 2025, pourquoi pas nous, dans le même délai ?

Ce chemin là, **« penser local pour agir global »,** nous ne l’avons pas essayé.

Jean-Michel Vincent